

waarnemingstoelage meegerekend, op voorwaarde dat er geen onderbreking in de uitoefening van de hogere functies is en dat de aanstellingen gebeurden in een betrekking die overeenstemt met dezelfde graad of met een graad van dezelfde rang.

§ 3. De waarnemingstoelage wordt toegekend na het verstrijken van de termijn van toekenning van de plaatsvervangingsstoelage. Zij wordt vastgesteld op het bedrag van het verschil tussen de bezoldiging welke de ambtenaar zou genieten in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt en de bezoldiging welke hij geniet in zijn werkelijke graad.

De bezoldiging waarvan sprake in het voorgaande lid omvat :

- 1° de wedde of de wedde met bijslag;
- 2° eventueel de haard- of standplaatstoelage.

De wedde die de ambtenaar in de graad van het voorlopig uitgeoefende ambt zou genieten, is die welke hem op de datum van zijn laatste nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad zou toekomen indien hij op die datum werd bevorderd tot de graad welke hem tot wederopzeggens verleend was.

§ 4. De plaatsvervangingsstoelage of de waarnemingstoelage wordt maandelijks na vervallen termijn betaald. De maandtoelage is gelijk aan één twaalfde van de jaarlijkse toelage. In geval de maandtoelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten betaald overeenkomstig de regel bepaald door het geldelijk statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is. De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van toepassing is op de wedde van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 17. De periode gedurende welke de aanstelling overeenkomstig artikel 11 geschorst is, komt niet in aanmerking voor toekenning van de waarnemingstoelage.

Art. 18. Een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanstellingsakte alsook van de vereiste adviezen wordt overgelegd tot staving van de toelage.

Art. 19. De opdrachten tot betaling worden voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën, die de in onderhavig besluit voorgeschreven taken vervult en die de betaling van de toelage inhoudt tot zolang aan de voorschriften van artikel 18 niet werd voldaan.

Art. 20. Het Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 1994.

De Voorzitter van het College belast met de Sociale Promotie,
Hulp aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College belast met de Begroting en het Openbaar Ambt,
R. HOTYAT

F. 94 — 2929

[C — 31511]

20 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant création d'un service social pour les membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 avril 1994;

Vu le protocole 94/8 du Comité particulier de négociation du 23 mars 1994;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,

Arrêté :

Article 1er. Un service social est créé au profit des personnes visées à l'article 3.

Art. 2. Les activités du service social comportent notamment :

1° sur le plan de l'aide individuelle :

- l'aide morale et matérielle;
- l'octroi d'aides financières;
- l'octroi de prêts sans intérêt pour faire face à des situations exceptionnelles;
- l'octroi d'avances récupérables sur rémunérations;
- l'octroi de cadeaux de circonstances.

2° sur le plan de l'aide collective :

- l'aide morale et matérielle;
- l'aide sociale et juridique dans des questions étrangères à l'administration;
- l'intervention financière dans les frais de vacances pour enfants;
- l'organisation et l'encouragement d'activités culturelles, sportives et récréatives;
- l'organisation et la gestion de services médicaux;
- l'intervention financière en cas d'assurance collective couvrant les frais d'hospitalisation et autres frais médicaux;
- la préparation à la retraite.

Certaines activités collectives prévues ci-dessus peuvent être organisées par voie de convention avec des services sociaux d'autres administrations publiques ou d'associations agréées par le Collège. Dans ce cas, les conventions déterminent les obligations et droits des parties.

Art. 3. § 1er. Sont bénéficiaires du service social, les membres du personnel qui, à quelque titre que ce soit, appartiennent aux organismes suivants :

- l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;
- le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

§ 2. Les retraités qui ont achevé leur carrière au sein de l'un des organismes visés au paragraphe 1er.

§ 3. Peuvent être également bénéficiaires du service social :

- les personnes qui font partie du ménage de celles visées aux §§ 1er et 2;
- les veufs, veuves, orphelins des personnes visées aux §§ 1er et 2.

§ 4. L'association sans but lucratif agréée conformément à l'article 4 peut exclure du bénéfice de certains avantages les bénéficiaires d'avantages similaires offerts par un autre service social.

Art. 4. Le Collège confie à une association sans but lucratif agréée par lui, la réalisation des activités du service social.

Cette association est, dans ce but, subventionnée dans les limites des crédits prévus à cet effet aux budgets des organismes visés à l'article 3, § 1er.

Art. 5. Pour que l'association sans but lucratif puisse être agréée en vue d'exercer les activités du service social conformément à l'article 2, les statuts doivent prévoir:

1° l'admission en qualité de membres, de personnes appartenant aux catégories énumérées à l'article 3, §§ 1er et 2, et l'exclusion de celles visées au § 3;

2° un objet social conforme au prescrit de l'article 2;

3° un Conseil d'administration où les mandats sont répartis en nombre égal entre les organisations syndicales représentatives auprès des organismes énumérés à l'article 3, § 1er, conformément à l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

4° la présence de deux représentants désignés par le Collège, qui assistent de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration ou des autres organes de l'association;

5° l'engagement de suspendre l'exécution de toute mesure que les représentants du Collège estimeraient, dans les trois jours ouvrables de la décision, contraire aux lois, décrets et règlements, aux statuts ou à l'intérêt général et d'y renoncer si le Collège confirme, dans les quinze jours de la décision, l'opinion de ses représentants;

6° le contrôle de ses comptes par les représentants visés au 4°;

7° l'organisation de permanences au sein du siège central de chacun des organismes visés à l'article 3, § 1er;

8° un rapport écrit de l'assistant social préalablement à toute décision relative à des cas individuels.

Art. 6. Les assistants sociaux et le personnel administratif nécessaire au service social sont mis à disposition par les organismes visés à l'article 3, § 1er.

Ils reçoivent leurs instructions du Conseil d'administration de l'asbl pour ce qui concerne leurs activités dans le cadre du service social.

Cette mise à disposition ne comporte aucune modification de statut administratif et pécuniaire des membres du personnel concerné.

La qualité de membre du personnel mis à disposition de l'association agréée est incompatible avec la qualité de membre associé de l'asbl.

Art. 7. Afin d'en assurer le bon fonctionnement, les locaux et le matériel de bureau sont mis à disposition, à titre gracieux, du service social par les organismes visés à l'article 3, § 1er.

Art. 8. L'association sans but lucratif agréée doit soumettre annuellement au Collège avant le 15 avril, le rapport moral et financier relatif à l'exercice écoulé. La demande de subvention pour l'année suivante est introduite avant le 1er octobre de l'année en cours.

Art. 9. L'association sans but lucratif agréée est tenue d'obtenir l'accord du Collège préalablement à l'organisation de tombolas, de vente d'insignes ou de toute autre action destinée à procurer des ressources supplémentaires.

Art. 10. § 1er. Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par les représentants désignés par le Collège. Les représentants ne peuvent exercer au sein de l'association d'autres fonctions que :

1° convoquer la réunion du Conseil d'administration et faire porter leurs propositions à l'ordre du jour;

2° proposer, selon les modalités prévues à l'article 5, 5°, par voie d'une lettre recommandée envoyée au Président de l'association sans but lucratif agréée dans les trois jours ouvrables de la décision, la suspension de toute mesure qu'ils estimeraient contraire à la loi, aux décrets, aux règlements, aux statuts ou à l'intérêt général.

Les motifs sont communiqués au Collège et au Président de l'association sans but lucratif.

§ 2. Les représentants du Collège peuvent prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association.

Ils peuvent exercer séparément leur droit d'information ou de contrôle sur place mais doivent collégialement approuver les comptes en fin d'exercice.

Ils ne peuvent donner d'instructions ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

§ 3. La désignation en qualité de représentant du Collège est incompatible avec la qualité de membre du personnel des organismes visés à l'article 3, § 1er, et de membre du personnel des services de l'administration de la Commission communautaire française.

Art. 11. L'agrément peut être retiré par décision motivée du Collège si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

En cas de retrait d'agrément de l'association sans but lucratif, les activités du service social prévues à l'article 2, sont exercées par les organismes visés à l'article 3, § 1er.

Art. 12. L'association sans but lucratif agréée établit de façon détaillée son projet de budget et sa demande de subvention. Ce projet comporte tous les éléments nécessaires à sa compréhension.

L'association sans but lucratif agréée prend en charge par prélèvements sur son budget, l'ensemble des frais nécessaires à son fonctionnement.

L'organisation du travail au sein de l'association est de la compétence exclusive de son Conseil d'administration.

Art. 13. Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté;

Bruxelles, le 20 octobre 1994.

Le Président du Collège chargé de la Promotion sociale, de l'Aide aux Personnes
et de la Reconversion et du Recyclage professionnels,

Ch. PICQUE

Le Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,

R. HOTYAT

VERTALING

N. 94 — 2929

[C — 31511]

20 OKTOBER 1994. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van een sociale dienst voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 1994;

Gelet op het protocol 94/8 van het bijzonder syndicaal onderhandelingscomité van 23 maart 1994;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Op de voordracht van het Lid van het College belast met Begroting en het Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een sociale dienst opgericht ten behoeve van de personen bedoeld in artikel 3.

Art. 2. De opdrachten van de sociale dienst omvatten meer bepaald :

1^o wat betreft individuele bijstand :

- morele en materiële bijstand;
- toekenning van financiële bijdragen;
- toekenning van renteloze leningen om uitzonderlijke toestanden op te vangen;
- toekenning van terugvorderbare voorschotten op de verloning;
- toekenning van gelegenheidsgeschenken;

2^o wat betreft collectieve bijstand :

- morele en materiële bijstand;
- sociale en juridische bijstand in zaken los van de administratie;
- financiële tussenkomst in de kosten van kindervakanties;
- het inrichten en aanmoedigen van activiteiten met betrekking tot cultuur, sport en ontspanning;
- het inrichten en het beheer van medische dienstverlening;
- financiële tussenkomst wanneer de groepsverzekering hospitalisatie- of andere medische kosten dekt;
- voorbereiding op het pensioen.

In bepaalde van de hierboven opgesomde collectieve opdrachten kan worden voorzien middels een overeenkomst met de sociale diensten van andere openbare diensten of door het College van de Franse Gemeenschapscommissie erkende verenigingen. In dit geval bepaalt de overeenkomst de plichten en rechten van de partijen.

Art. 3. § 1. Kunnen een beroep doen op de sociale dienst, de personeelsleden die, in welke hoedanigheid dan ook, deel uitmaken van onderstaande instellingen :

- het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;
- het Franstalig Brussels Fonds voor sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

§ 2. De gepensioneerden die binnen een van de in de eerste paragraaf bedoelde instellingen hun loopbaan hebben beëindigd.

§ 3. Kunnen eveneens een beroep doen op de sociale dienst :

- de gezinsleden van de personen bedoeld in §§ 1 en 2;
- de weduwen, weduwnaars en wezen van de personen bedoeld in §§ 1 en 2.

§ 4. De vzw sociale dienst mag de begunstigen van bepaalde voordelen, aangeboden door een andere sociale dienst, uitsluiten van het genot van gelijkaardige voordelen.

Art. 4. Het College vertrouwt de uitvoering van de opdrachten van de sociale dienst toe aan een vereniging zonder winstoogmerk, door het College zelf erkend.

Deze vereniging wordt met het oog hierop gesubsidieerd, dit binnen de grenzen van de kredieten die hiervoor werden voorzien op de begroting van de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1.

Art. 5. Om in aanmerking te komen voor erkenning met het oog op de uitvoering van de opdrachten van sociale dienst overeenkomstig artikel 2, moeten de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk voorzien in :

1° het toelaten als leden van de personen die behoren tot de categorieën, opgesomd in artikel 3, §§ 1 en 2, en de uitsluiting van deze bedoeld in de derde paragraaf van dat artikel;

2° een sociaal doel overeenkomstig de voorschriften vermeld in artikel 2;

3° een Raad van Beheer waarin de mandaten gelijk verdeeld zijn over de representatieve vakbondsorganisaties binnen de instellingen opgesomd in artikel 3, § 1, overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de Wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

4° de aanwezigheid van twee door het College aangeduide vertegenwoordigers die van rechtswege en met raadgevende stem deelnemen aan de vergaderingen van de Algemene Vergadering, de Raad van Beheer of de andere organen van de vereniging;

5° de verbintenis binnen de drie dagen na de beslissing de uitvoering van elke maatregel op te schorten, waarvan de vertegenwoordigers van het College achten dat hij strijdig is met de wetten, decreten, verordeningen of statuten of met het algemeen belang en er vanaf te zien indien het College binnen de vijftien dagen na de beslissing het standpunt van zijn vertegenwoordigers bevestigt;

6° de controle van haar rekeningen door de vertegenwoordigers bedoeld in 4°;

7° het inrichten van permanenties binnen de centrale zetel van elke van de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1;

8° een schriftelijk verslag van de maatschappelijk assistent voorafgaand aan elke beslissing betreffende een individueel geval.

Art. 6. De maatschappelijk assistenten en het administratief personeel, noodzakelijk voor de sociale dienst, worden ter beschikking gesteld door de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1.

Zij ontvangen hun instructies van de Raad van Beheer van de vzw voor wat betreft hun activiteiten voor de sociale dienst.

Deze terbeschikkingstelling houdt voor de betrokken personeelsleden geen enkele wijziging van hun administratief of geldelijk statuut in.

De hoedanigheid van aan de erkende vereniging ter beschikking gesteld personeelslid is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de vzw.

Art. 7. Met het oog op de goede werking worden kantoren en kantoorbenodigdheden door de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, kosteloos ter beschikking gesteld van de sociale dienst.

Art. 8. De erkende vereniging zonder winstoogmerk moet jaarlijks, voor 15 april, het activiteitenverslag en het financieel verslag van het voorbije werkjaar voorleggen aan het College. De aanvraag voor subsidiëring voor het jaar nadien wordt ingediend voor 1 oktober van het lopende jaar.

Art. 9. De erkende vereniging zonder winstoogmerk wordt eraan gehouden, voorafgaand aan het inrichten van tombola's, van de verkoop van insignes of van elk ander initiatief bestemd om bijkomende inkomsten te verwerven, de toestemming van het College te verkrijgen.

Art. 10. § 1. De activiteiten van de vereniging zonder winstoogmerk worden gecontroleerd door de vertegenwoordigers aangewezen door het College. Deze vertegenwoordigers mogen binnen de vereniging geen andere dan de onderstaande functies vervullen :

1° de Raad van Beheer laten vergaderen en hun voorstellen op de agenda plaatsen;

2° voorstellen om volgens de wijze bepaald in artikel 5, 5°, binnen de drie dagen na de beslissing middels een aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de erkende vereniging zonder winstoogmerk, elke maatregel op te schorten waarvan zij achten dat hij strijdig is met de wetten, decreten, verordeningen of statuten of met het algemeen belang.

De redenen worden overgemaakt aan het College en aan de Voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk.

§ 2. De vertegenwoordigers van het College mogen ter plaatse kennis nemen van alle stukken met betrekking tot het beheer van de vereniging.

Zij mogen ter plaatse afzonderlijk hun recht op informatie of op toezicht uitoefenen, maar moeten op het einde van het boekjaar gezamenlijk de rekeningen goedkeuren.

Zij mogen geen bevelen geven en evenmin de uitvoering van regelmatig genomen beslissingen verhinderen.

§ 3. De aanwijzing tot vertegenwoordiger van het College is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van een van de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, en van personeelslid van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 11. De erkenning kan worden ingetrokken bij met redenen omklede beslissing van het College wanneer de vereniging zonder winstoogmerk tekortschiet in haar verplichtingen of de bepalingen van dit besluit niet naleeft.

Eij intrekking van de erkenning van de vereniging zonder winstoogmerk worden de activiteiten van de sociale dienst, vastgesteld in artikel 2, uitgeoefend door de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1.

Art. 12. De erkende vereniging zonder winstoogmerk stelt gedetailleerd haar ontwerp van begroting en haar aanvraag voor subsidiëring op. Het ontwerp bevat hierbij alle elementen die voor een goed begrip noodzakelijk zijn.

De erkende vereniging zonder winstoogmerk neemt middels voorheffingen op deze begroting de totale kosten van haar werking voor haar rekening.

De organisatie van het werk binnen de vereniging is de exclusieve bevoegdheid van haar Raad van Beheer.

Art. 13. Het Lid van het College dat Begroting en het Openbaar Ambt tot zijn bevoegdheden heeft, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 1994.

De Voorzitter van het College, belast met Sociale Promotie,
Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,
Ch. PICQUE

Het Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt,
R. HOTYAT